

Questions orales

M. Broadbent: Le ministre est encore évasif. Peut-il nous dire si le gouvernement est d'avis qu'il faut maintenir les exigences pour la protection de l'emploi relatives aux niveaux de production au Canada et prévues dans l'accord, ou est-il prêt à en admettre la suppression?

M. Gillespie: Nous nous sommes engagés à ce que l'accord sur l'automobile fonctionne de façon à accroître l'emploi. Je rappelle au député que c'est le point important. Je ne vois actuellement aucune raison de provoquer des craintes injustifiées dans l'esprit du public au sujet des garanties.

Des voix: Oh, oh!

M. Gillespie: Nous nous sommes engagés à faire appliquer l'accord, à donner de l'expansion au marché nord-américain et accroître notre part de ce marché.

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, le ministre a raison de dire qu'il y a malentendu. Peut-il nous expliquer pourquoi un constructeur automobile a déclaré l'année dernière que le déficit était de 100 millions de dollars, alors que, d'après Statistique Canada, ce déficit ne s'élève qu'à 41 millions? A combien son ministère estime-t-il le déficit de l'année dernière?

M. Gillespie: J'ai déjà dit que Statistique Canada a publié aujourd'hui des chiffres démontrant que le déficit au compte des marchandises est de 41 millions de dollars pour l'année dernière.

M. Lawrence: Et j'ai demandé qu'on m'explique cette différence. Le ministre peut-il répondre à cette question?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député répétait-il sa première question? Dans l'affirmative, il est inutile de continuer.

M. Lawrence: Je demande alors au ministre si on discute actuellement avec les États-Unis de la date de nouveaux entretiens commerciaux.

M. Gillespie: Aucune date n'a été fixée. Je rappelle au député que ce n'est pas moi qui compile les statistiques publiées par la General Motors aux États-Unis. S'il veut connaître les raisons de cette différence, qu'il appelle la General Motors aux États-Unis.

M. Lawrence: Ne serait-ce pas à vous de le faire?

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LE CANADA ET LA POSITION DES É.-U.

M. Trevor Morgan (St. Catharines): Le ministre rejette-t-il la position adoptée par les représentants officiels américains? Selon eux, les chiffres commerciaux de l'an dernier ne constituent qu'une aberration et l'accord sur l'automobile est en réalité défavorable aux États-Unis? S'il rejette cette position, dira-t-il à la Chambre pourquoi le gouvernement retarde les négociations sur cette affaire?

M. Gillespie: Je ne pense pas que le pacte automobile soit une aberration, ni que son succès soit une aberration pour le Canada. Je ne pense pas non plus que les porte-parole américains le considèrent comme tel. En fait, j'ai lu

[M. Gillespie.]

une déclaration selon laquelle l'accord sur l'automobile avait beaucoup profité aux États-Unis également.

M. Morgan: Je demande à nouveau au ministre s'il rejette la position des États-Unis et, dans l'affirmative, pourquoi il n'a pas commencé plus tôt les négociations?

M. Gillespie: Je ne comprends pas très bien quelle position le député attribue au gouvernement américain pour le moment.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a la parole pour poser une question supplémentaire, puis ce sera le tour du député de Waterloo.

M. Morgan: Les représentants officiels des États-Unis ont dit que les chiffres commerciaux de l'an dernier n'étaient qu'une aberration et que l'accord sur l'automobile est défavorable aux États-Unis. C'est la position officielle du secrétariat au Trésor américain. Si le ministre la rejette, il va certainement entamer bientôt des négociations.

• (1450)

M. l'Orateur: A l'ordre. Je considère que le député a fait valoir son point. Il a posé deux fois sa question et le ministre a répondu, peut-être pas à la satisfaction du député. Nous devrions peut-être permettre au député de Waterloo de poser une question supplémentaire.

M. Max Saltzman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce au sujet des craintes non fondées. Il y a eu beaucoup de craintes non fondées aujourd'hui, avant la déclaration du ministre, mais celle-ci en a suscité de bien réelles. Puisque c'est la première fois que j'entends le ministre utiliser essentiellement le même langage que le gouvernement américain pour l'accord sur l'automobile en le qualifiant d'«accord transitoire», cela signifie-t-il que le ministre le considère dans la même optique que le gouvernement américain et que c'est pour cela qu'il emploie les mêmes termes à son sujet?

M. Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je pense qu'il est tout à fait impossible de répondre à cette question. Le député attribue au gouvernement américain des vues qui ne sont peut-être pas les siennes.

* * *

• (1450)

LES SPORTS

LES JEUX OLYMPIQUES DE MONTRÉAL EN 1976—L'ÉMISSION DE PIÈCES DE MONNAIE

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question au premier ministre.

Pourrait-il dire, étant donné que le prix de l'argent-métal aurait doublé ces derniers temps, si le gouvernement modifiera sa politique relative à l'émission de pièces de monnaie spéciales à l'occasion des Jeux olympiques de Montréal en 1976?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur le président, mais je vais m'enquérir à ce sujet.